

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

N° 46/2023 AE

Arrêté du **08 NOV. 2023**
complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°85-2014/AE du 26 juin 2014
relatif à l'extension de l'élevage porcin exploité par la SCEA GALLOU
au lieu-dit Kernevez à PLEYBEN

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les Titres II et VIII du Livre 1^{er}, le Titre 1^{er} du Livre II et le Titre 1^{er} du Livre V (parties législative et réglementaire) ;

VU l'arrêté ministériel du 5 septembre 2003 modifié portant mises en application obligatoire de normes ;

VU l'arrêté ministériel du 5 septembre 2003 relatif aux vérifications auxquelles doit procéder le responsable de la mise sur le marché des matières fertilisantes et de support de culture normalisés ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101 et **3660** de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral régional du 2 août 2018 modifié, établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie approuvé par l'arrêté préfectoral n° 29-2021-01-12-006 du 12 janvier 2021 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Alain ESPINASSE en qualité de préfet du Finistère ;

VU l'arrêté préfectoral n° 29-2023-08-30-00011 du 30 août 2023 donnant délégation de signature à M. François DRAPÉ, secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

VU l'arrêté préfectoral n°85-2014/AE du 26 juin 2014 autorisant la SCEA GALLOU à exploiter un élevage porcin au lieu-dit «Kernevez» à PLEYBEN ;

VU le dossier présenté le 20 mai 2022 par la SCEA GALLOU concernant l'extension de son élevage porcin ;

VU le courrier de demande de compléments adressé au pétitionnaire le 14 décembre 2022 ;

VU le complément déposé le 8 septembre 2023 ;

VU le rapport n°DDPP29 2023 04966 en date du 2 octobre 2023 de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées (DDPP) ;

VU le projet d'arrêté transmis au pétitionnaire le 17 octobre 2023 ;

VU les autres pièces du dossier ;

CONSIDÉRANT les éléments techniques du dossier ;

CONSIDÉRANT qu'il apparaît, au terme de la procédure d'instruction, que la demande présentée par le pétitionnaire n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés par l'article L181-3 et l'article L511-1 du code de l'environnement et que les installations ne présentent pas de dangers ou des inconvénients, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

CONSIDÉRANT que l'intéressé a présenté une observation dans le délai de 15 jours, qui lui était imparti, à compter de la notification du projet d'arrêté susvisé ;

SUR LA PROPOSITION de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

Article 1er : Les articles 1.1, 2.1, 2.2, 2.3, 18.1, 20-1, 20.2 et 34 de l'arrêté préfectoral n°85-2014/AE du 26 juin 2014 susvisé sont modifiés comme suit, et l'article 25 bis est rajouté à l'arrêté préfectoral n°85-2014/AE du 26 juin 2014 susvisé :

Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La SCEA Philippe GALLOU est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au lieu-dit Kernevez à PLEYBEN un élevage porcin dont les effectifs sont répartis comme suit :

- 620 porcs reproducteurs avec 792 places utiles,
- 6 670 porcs de plus de 30 kg (porcs de production) avec 6 670 places utiles,
- 92 porcs de plus de 30 kg (cochettes non saillies) avec 108 places utiles,
- 2 730 porcs de moins de 30 kg (2 730 places utiles).

L'effectif en présence simultanée ne pourra à aucun moment excéder celui figurant dans le tableau de l'article 2-1 suivant.

Article 2.1 – Liste des installations concernées par deux rubriques de la nomenclature des installations classées et deux rubriques de la nomenclature eau

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume de l'activité	Régime(*)
3660	Élevage intensif de porcs : b) avec plus de 2000 emplacements pour les porcs de productions (de plus de 30kg)	6 670 emplacements pour les porcs de production	A

2160	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 2. Autres installations : b) Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³ Les critères caractérisant les termes de « silo », « silo plat », « tente » et « structure gonflable » sont précisés par arrêté ministériel	6 638 m ³ de stockage de grains en silos	DC
1110	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Deux forages pour prélèvement d'eau à usage non domestique	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	1,8 hectares	D

(*) A (autorisation) ; D (Déclaration) ; DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Article 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections cadastrales suivantes :

Commune	Site	Sections	Parcelles
Pleyben	Kernevez	ZE	36, 60, 104, 105, 107, 111 112

Les installations citées à l'article 2.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement figurant dans le dossier annexé au présent arrêté.

Article 2.3 - Autres limites de l'autorisation

La production annuelle de l'élevage est limitée à 21 000 porcs engraisés.

Article 18.1 - Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu sont prélevés au niveau de deux forages. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées. La périodicité des relevés des consommations d'eau est adaptée à l'activité de l'élevage et à la consommation prévue (minimum une fois par mois) et le résultat doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, les données étant conservées pendant 3 ans.

Les raccordements au réseau public et privé sont équipés d'un clapet anti-retour, d'un disconnecteur ou de tout autre dispositif équivalent. En cas d'utilisation d'un forage, le prélèvement peut être soumis à autorisation au titre de la santé publique dans le cas d'un usage alimentaire à savoir : mise à disposition d'un tiers (salarié), fabrication de produits,...

Article 20.1 - Identification des effluents ou déjections

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections suivants :

*** Effluents à gérer annuellement sur l'exploitation**

	quantité	Azote	Phosphore	Potasse
Lisier porcin produit par l'élevage	14205 m ³	72618 kg	42644 kg	46299 kg
Boues issues des laveurs d'air	817 m ³	7186 kg		

*** Volumes à traiter annuellement par séparation de phase (centrifugation)**

	quantité	Azote	Phosphore	Potasse
% du lisier porcin	12074 m ³	61725 kg	36248 kg	39254 kg

*** Volumes à traiter annuellement par traitement biologique, après séparation de phase (centrifugation)**

	quantité	Azote	Phosphore	Potasse
lisier porcin centrifugé	9032 m ³	41973 kg	7250 kg	29279 kg
Boues issues des laveurs d'air	817 m ³	7186 kg		

*** Volumes après traitement**

	Quantité*	Azote	Phosphore	Potasse
Lisier centrifugé	2197 m ³	10493 kg	1812 kg	7320 kg
Phase solide issue de la centrifugation du lisier (frais)	845 m ³	9259 kg	27186 kg	2755 kg
Surnageant	7534 m ³	2469 kg	2900 kg	24557 kg
Boues	1449 m ³	4938 kg	4350 kg	4723 kg

*** Transfert de coproduits (selon les dispositions du point 8.2.2 de l'article 8 du programme d'action régional)**

Phase « solide » issue de la centrifugation du lisier après compostage	quantité	Azote	Phosphore	Potasse
Compost	494 t	7407 kg	27186 kg	2755 kg

*** Quantités restant à épandre sur les parcelles exploitées en propre par la SCEA Philippe GALLOU**

	quantité	Azote	Phosphore	Potasse
Lisier porcin brut non traité	2131 m ³	10893 kg	6397 kg	6945 kg
Lisier centrifugé	2197 m ³	10493 kg	1812 kg	7320 kg

Lisier porcin traité (Surnageant)	7534 m ³	2469 kg	2900 kg	24557 kg
Boues	1449 m ³	4938 kg	4350 kg	4723 kg
		28793 kg	15459 kg	43545 kg

Article 20.2- *Gestion des ouvrages de stockage ou de (pré)traitement : conception, dysfonctionnement*

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. L'exploitant dispose d'une capacité de stockage pour le lisier brut de 16449 m³ (Hors ouvrages de la station de traitement et ouvrage de stockage des effluents traités). En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité de stockage est adaptée autant que de besoin à la gestion agronomique des effluents dans le respect des prescriptions d'épandage prévues dans les arrêtés relatifs aux programmes d'action en vigueur. Les nouveaux ouvrages sont dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Ces ouvrages font l'objet des mesures de vérifications périodiques conformément à l'article 17.1.

Article 25 bis – *Traitement de l'air*

L'exploitant assure le maintien en service et le bon fonctionnement des laveurs au niveau des bâtiments d'engraissement numérotés E4 et E5.

L'exploitant doit s'assurer des performances de ses laveurs. Il doit présenter son programme de contrôle qui doit intégrer le suivi de la concentration en NH₄⁺ de l'eau recirculée, le pH, la durée de fonctionnement de la pompe. La concentration en NH₄⁺ doit être maintenue en dessous d'une valeur objectif de 4300mg/l. L'exploitant enregistre les données et décrit les mesures correctives mises en place pour rétablir les performances optimales des laveurs. Il peut proposer des paramètres complémentaires et/ou alternatifs en lien avec ses installations qui devront être validés par le service d'inspection.

Article 34 – *Déclaration d'émission polluante*

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, l'exploitant doit annuellement vérifier les seuils d'émission des polluants visés dans les annexes dudit arrêté, afin de déclarer, en cas de dépassement de ces seuils, les dites émissions générées par son élevage.

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié susvisé.

Article 2 : conditions générales

S'appliquent à l'installation les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 3660 (élevages de porcs de plus 2000 porcs de production) : arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié ;
- prescriptions de l'arrêté ministériel du 5 septembre 2003 modifié portant mises en application obligatoire de normes
- prescriptions de l'arrêté ministériel du 5 septembre 2003 relatif aux vérifications auxquelles doit procéder le responsable de la mise sur le marché des matières fertilisantes et de support de culture normalisés ;

Article 3 : mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
 - L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.
- L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 : délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de RENNES par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la dernière formalité de publicité accomplie : publication sur le site Internet des services de l'État dans le Finistère ou affichage en mairie.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 : exécution

Le secrétaire général de la Préfecture du Finistère, le sous-préfet territorialement compétent, le maire de la commune d'implantation de l'élevage, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (direction départementale de la protection des populations), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Quimper, le 08 NOV. 2023

Pour le préfet,
le secrétaire général,



François DRAPÉ

Copie transmise à :

- Sous préfecture de CHATEAULIN
- Mairie de PLEYBEN
- Direction départementale de la protection des populations (service environnement)
- Direction départementale des territoires et de la mer
- SCEA GALLOU – Kernevez - PLEYBEN